

**22 MAI 1997. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à la comptabilité communale pour les centres publics d'aide sociale**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu la loi organique du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 87, modifié par le décret du 22 décembre 1994 et l'article 111, § 1^{er}, modifié par le décret du 6 avril 1995;

Vu l'arrêté royal du 9 décembre 1987 relatif à l'instauration de provisions en vue de l'octroi de l'aide urgente par les centres publics d'aide sociale, tel qu'il a été modifié par l'arrêté royal du 21 janvier 1993;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant règlement général de la comptabilité communale;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mai 1995 portant exécution de l'article 111, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes et communes de la Région wallonne;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant que selon le décret régional du 22 décembre 1994, les centres publics d'aide sociale doivent appliquer la nouvelle comptabilité communale au plus tard le 1^{er} janvier 1998; qu'il convient au plus tôt d'adapter ces règles comptables aux particularités des centres publics d'aide sociale;

Considérant que selon l'article 239 de la nouvelle loi communale, le règlement général doit porter non seulement sur les règles budgétaires, financières et comptables, mais aussi sur les modalités d'exercice des fonctions des comptables; qu'il convient d'appliquer ces dernières règles aux receveurs des centres publics d'aide sociale;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

*CHAPITRE Ier. — Dérogations à l'arrêté royal du 2 août 1990
portant le nouveau règlement général de la comptabilité communale*

Art. 2. L'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale est applicable aux centres publics d'aide sociale sous réserve des dérogations prévues par le présent arrêté.

Pour l'application du règlement général de la comptabilité communale, il y a lieu d'entendre :

- a) par « receveur communal » : le receveur du centre public d'aide sociale;
- b) par « commune » : le centre public d'aide sociale, sauf à l'article 21;
- c) par « administration communale » : le centre public d'aide sociale;
- d) par « bourgmestre » : le président du conseil de l'aide sociale;
- e) par « collège des bourgmestre et échevins » : le conseil de l'aide sociale ou, en cas de délégation accordée en vertu de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale, l'organe ou la personne qui a reçu la délégation;
- f) par « conseil communal » : le conseil de l'aide sociale;
- g) par « secrétaire communal » : le secrétaire du centre public d'aide sociale;
- h) l'adjectif « communal » est remplacé par « du centre public d'aide sociale »;
- i) par « Roi » : le Gouvernement wallon;
- j) par « Ministre de l'Intérieur » : le « Ministre de l'Action sociale ».

Art. 3. Les dispositions du règlement général précité qui sont relatives aux impositions et les articles 12, 72, 93 et 94 dudit règlement ne sont pas applicables aux centres publics d'aide sociale.

Art. 4. L'article 9 du règlement général précité est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le résultat du compte de l'exercice précédent présente un boni, le centre peut, par dérogation aux alinéas 2 et 3 et après concertation conformément aux articles 26, § 1^{er}, et 26bis, § 1^{er}, 1°, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale avec le collège échevinal, affecter ce boni à un fonds de réserve indisponible jusqu'à concurrence d'un maximum de cinq pour cent des dépenses ordinaires engagées de l'exercice propre figurant au compte précité. »

Art. 5. Le troisième alinéa de l'article 10 du règlement général précité n'est pas d'application pour les centres publics d'aide sociale.

Art. 6. A l'article 16 du règlement général précité, les mots « article 249 de la nouvelle loi communale » sont remplacés par « article 88, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ».

Art. 7. L'article 38 du règlement général précité est remplacé par les dispositions suivantes :

« Sous l'autorité du bureau permanent, le receveur local ou régional est chargé de la tenue de la comptabilité du centre public d'aide sociale.

Sur proposition du bureau permanent, le conseil de l'aide sociale met à la disposition du receveur les moyens nécessaires à l'exercice de ses attributions. »

Art. 8. Les alinéas 5° et 6° du deuxième paragraphe de l'article 46 du règlement général précité sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 5° à la date des extraits de comptes courants auxquels sont portés des intérêts, dividendes, parts bénéficiaires et revenus perçus à l'intervention des receveurs de l'enregistrement;

6° lors de la notification de la part attribuée dans le Fonds spécial de l'aide sociale ou autres systèmes d'attribution de subventions fédérales, communautaires et régionales. »

Art. 9. Aux articles 56 et 65, § 3, du règlement général précité, in fine, les mots « article 250 de la nouvelle loi communale » sont remplacés par « article 45 de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale ».

Art. 10. L'article 61, alinéa 3, § 3, du règlement général précité est remplacé par : « les dotations communales sont inscrites à la date de la notification de l'arrêt définitif du budget du C.P.A.S. ».

Art. 11. A l'article 78 du règlement général précité, les mots « visés à l'article 138 de la nouvelle loi communale » sont remplacés par les mots « spéciaux de recettes ».

Art. 12. L'article 79 du règlement général précité est remplacé par la disposition suivante :

« Les comptes arrêtés par le conseil de l'aide sociale sont notifiés au receveur et transmis au conseil communal pour approbation. Les listes nominatives de bénéficiaires d'aide sociale et de minimum de moyens d'existence ne sont en aucun cas jointes à ces comptes. Les écritures des livres sont, s'il y a lieu, rectifiées conformément aux comptes arrêtés. »

Art. 13. A l'article 84 du règlement général, les mots « institués conformément à l'article 138 de la nouvelle loi communale » sont supprimés.

Art. 14. Par dérogation au règlement général précité, l'arrêt royal du 9 décembre 1987 relatif à l'instauration de provisions en vue de l'octroi de l'aide urgente par les centres publics d'aide sociale, tel qu'il a été modifié par l'arrêt royal du 21 janvier 1993, reste d'application.

Art. 15. Le Ministre qui a la tutelle des centres publics d'aide sociale dans ses attributions peut définir la liste des dépenses considérées comme facultatives au sens de l'article 1^{er}, 4^o, du règlement général de la comptabilité communale, en ce qui concerne les centres publics d'aide sociale.

Art. 16. Le règlement général précité ne s'applique pas aux établissements visés par l'article 94 de la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'aide sociale.

CHAPITRE II. — Dispositions particulières

Art. 17. L'arrêt ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêt royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale précité n'est pas applicable aux centres publics d'aide sociale.

Art. 18. L'article 2 de l'arrêt du Gouvernement wallon du 4 mai 1995 portant exécution de l'article 111, § 1^{er}, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale est complété par deux lettres 21^o et 22^o libellés comme suit :

- « - 21^o les décisions par lesquelles le conseil de l'aide sociale délègue des compétences;
- 22^o les budgets, les modifications budgétaires et les comptes. »

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 19. L'arrêt royal du 27 juin 1983 portant introduction de la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses lors de l'établissement du budget et des comptes par les centres publics d'aide sociale, est abrogé.

Art. 20. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998 à l'exception de l'article 18 qui entre en vigueur à la date de parution du présent arrêté au *Moniteur belge*.

Art. 21. Le Ministre de l'Action sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 mai 1997.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,
W. TAMINIAUX

—————
VERTALING

22 MEI 1997. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de gemeentelijke comptabiliteit voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7^o;

Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij het decreet van 22 december 1994, en op artikel 111, § 1, gewijzigd bij het decreet van 6 april 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 december 1987 betreffende het instellen van provisies met het oog op het verlenen van dringende hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 januari 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995 tot uitvoering van artikel 111, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van Steden en Gemeenten van het Waalse Gewest;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat de nieuwe gemeentelijke comptabiliteit voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in werking treedt op 1 januari 1998, overeenkomstig het decreet van de Waalse Gewestraad van 22 december 1994; dat die boekhoudkundige regels zo vroeg mogelijk afgestemd moeten worden op de bijzonderheden van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Overwegende dat het algemeen reglement, overeenkomstig artikel 239 van de nieuwe gemeentewet, niet alleen betrekking moet hebben op de budgettaire, financiële en boekhoudkundige regels, maar ook op de voorschriften voor het uitoefenen van het ambt van boekhouder; dat deze regels toegepast moeten worden op de ontvangers van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

HOOFDSTUK I. — Afwijkingen van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het nieuwe algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit

Art. 2. Het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit is toepasbaar op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, onder voorbehoud van de in dit besluit bedoelde afwijkingen.

Voor de toepassing van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit moet worden verstaan onder :

- a) "gemeenteontvanger" : de ontvanger van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- b) "gemeente" : het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, behalve in artikel 21;
- c) "gemeentebestuur" : het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- d) "burgemeester" : de voorzitter van de Raad voor maatschappelijk welzijn;
- e) "college van burgemeester en schepenen" : de Raad voor maatschappelijk welzijn of, in geval van een machtiging die verleend wordt overeenkomstig de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de instelling of de persoon die de machtiging heeft verkregen;
- f) "gemeenteraad" : de Raad voor maatschappelijk welzijn;
- g) "gemeentesecretaris" : de secretaris van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn;
- h) het bijvoeglijk naamwoord "gemeentelijk" wordt vervangen door "van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn";
- i) "Koning" : de Waalse Regering;
- j) "Minister van Binnenlandse Zaken" : "de Minister van Sociale Actie".

Art. 3. De bepalingen van het voormelde algemeen reglement betreffende de belastingen en de artikelen 12, 72, 93 en 94 van hetzelfde reglement zijn niet toepasbaar op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 4. Artikel 9 van het algemeen reglement wordt aangevuld met het volgende lid :

« Als de rekening van het vorige boekjaar een batig saldo vertoont, mag het centrum, in afwijking van het tweede en het derde lid en na overleg met het schepencollege, het batig saldo tot maximum vijf procent van de gewone uitgaven van het lopende boekjaar die in voormelde rekening opgenomen zijn voor een onbeschikbaar reservefonds bestemmen, overeenkomstig de artikelen 26, § 1, en 26bis, § 1, 1°, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. »

Art. 5. Het derde lid van artikel 10 van het algemeen reglement is niet toepasbaar op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 6. In artikel 16 worden de woorden "artikel 249 van de nieuwe gemeentewet" vervangen door "artikel 88, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

Art. 7. Artikel 38 wordt als volgt vervangen :

« Onder het toezicht van het vast bureau is de plaatselijke of gewestelijke ontvanger verantwoordelijk voor de comptabiliteit van het openbare centrum voor maatschappelijk welzijn. Op de voordracht van het vaste bureau verschaft de Raad voor maatschappelijk welzijn de ontvanger de middelen die hij nodig heeft om zijn bevoegdheden uit te oefenen. »

Art. 8. In artikel 46, § 2, worden het vijfde en het zesde lid als volgt vervangen :

« 5° op de datum van de uittreksels van de rekening-courant waarop de ontvangst is gemeld van de interesten, dividenden, winstaandelen en inkomsten geïnd door de bemiddeling van de ontvangers van de registratie;

6° bij de kennisgeving van het aandeel in het bijzondere Fonds voor maatschappelijk welzijn of in andere systemen die federale, gemeenschappelijke en gewestelijke subsidies verlenen. »

Art. 9. In de artikelen 56 en 65, § 3, in fine, worden de woorden "artikel 250 van de nieuwe gemeentewet" vervangen door "artikel 45 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn".

Art. 10. In artikel 61 wordt het derde lid, § 3, als volgt vervangen : "De gemeentelijke dotaties worden ingeschreven op de datum van de kennisgeving van de definitieve vaststelling van de begroting van het OCMW."

Art. 11. In artikel 78 worden de woorden "agenten bedoeld in artikel 138 van de nieuwe gemeentewet" vervangen door de woorden "bijzondere ontvangers".

Art. 12. Artikel 79 wordt als volgt vervangen :

« De door de Raad voor maatschappelijk welzijn vastgestelde rekeningen worden voor kennisgeving aan de ontvanger bezorgd en aan de goedkeuring van de gemeenteraad onderworpen. De naamlijsten van de rechthebbenden op sociale hulp of op het bestaansminimum worden in geen enkel geval bij die rekeningen gevoegd. De schrifturen van de boeken worden in voorkomend geval aangepast aan de vastgestelde rekeningen. »

Art. 13. In artikel 84 worden de woorden "overeenkomstig artikel 138 van de nieuwe gemeentewet aangestelde" geschrapt.

Art. 14. Het koninklijk besluit van 9 december 1987 betreffende het instellen van provisies met het oog op het verlenen van dringende hulp door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 januari 1993, blijft van toepassing, in afwijking van het algemeen reglement.

Art. 15. De Minister die het toezicht uitoefent over de openbare centra voor maatschappelijk welzijn kan, wat die centra betreft, de lijst opmaken van de niet verplichte uitgaven in de zin van artikel 1, 4°, van het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit.

Art. 16. Het reglement is niet van toepassing op de instellingen bedoeld in artikel 94 van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

HOOFDSTUK II. — *Bijzondere bepalingen*

Art. 17. Het ministerieel besluit van 30 oktober 1990 tot uitvoering van artikel 44 van het koninklijk besluit van 2 augustus 1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit is niet toepasbaar op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.

Art. 18. Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 4 mei 1995 tot uitvoering van artikel 111, § 1, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt aangevuld met de punten 21° en 22°, luidend als volgt :

- « - 21°. De beslissingen waarbij de Raad voor maatschappelijk welzijn bevoegdheden delegeert;
- 22°. De begrotingen, de budgettaire wijzigingen en de rekeningen. »

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 19. Het koninklijk besluit van 27 juni 1983 tot invoering van de functioneel-economische classificering van de ontvangsten en de uitgaven in de begroting en de rekening van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn wordt opgeheven.

Art. 20. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1998, met uitzondering van artikel 18 dat in werking treedt de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 21. De Minister van Sociale Actie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 mei 1997.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX



F. 97 — 1660

[C - 97/27348]

23 MAI 1997. — Arrêté ministériel fixant la classification fonctionnelle et économique, la classification des comptes généraux et particuliers, les documents comptables en exécution de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif à la comptabilité des centres publics d'aide sociale

Le Ministre de l'Action sociale,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 7°;

Vu la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 87, tel que modifié par le décret du 22 décembre 1994 relatif à l'entrée en vigueur de la nouvelle comptabilité communale pour les centres publics d'aide sociale;

Vu l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le nouveau règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 44;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 1997 relatif à la comptabilité des centres publics d'aide sociale, notamment l'article 2;

Considérant que, selon le décret précité du 22 décembre 1994, l'entrée en vigueur de la nouvelle comptabilité communale pour les centres publics d'aide sociale est prévue, au plus tard, à la date du 1^{er} janvier 1998;

Considérant qu'en application de l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon précité du 22 mai 1997, le Ministre de l'Action sociale fixe la classification fonctionnelle et économique, la classification des comptes généraux et particuliers et les plans comptables fondés sur ces classifications et ces comptes ainsi que les documents comptables à tenir,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Lors de l'établissement de leurs budgets selon la classification fonctionnelle et économique des recettes et des dépenses, les centres publics d'aide sociale doivent s'en tenir à la classification normalisée telle que fixée à l'annexe 1 du présent arrêté.

La classification des comptes généraux et particuliers est fixée conformément aux textes se trouvant à l'annexe 2 du présent arrêté.

Les documents comptables à tenir sont fixés conformément aux modèles de l'annexe 3 du présent arrêté.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 12 juillet 1983 portant la classification fonctionnelle et économique normalisée des recettes et des dépenses pour l'établissement du budget et des comptes des centres publics d'aide sociale, tel que modifié ultérieurement est abrogé.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1998.

Namur, le 23 mai 1997.

W. TAMINIAUX